

Arsenio González

Doctorara en sociologie à l'EHESS.

LA CONTROVERSE MONDIALE A PROPOS DES GRANDS BARRAGES : d'une réalité hétérotopique à la construction d'un espace restreint de représentation (la World Commission on Dams).

PRISES DE POSITION HÉTÉROTOPIQUES.

*"Les Grands Barrages avaient bien commencé, mais ils ont mal fini. Il fut un temps où tout le monde était pour, où tout le monde en avait : les communistes et les capitalistes, les chrétiens et les musulmans, les hindous et les bouddhistes. Il fut un temps où ils étaient l'occasion d'effusions lyriques. Ce temps-là est révolu. Partout dans le monde se dessine aujourd'hui un mouvement contre les Grands Barrages". Arundhati Roy**

L'espace de prises de position au sujet du bien-fondé des grands barrages a évolué, d'une étape où prédomine la vision de développement qui les conçoit comme des instruments de progrès vers une étape dans laquelle le socle de légitimation se retrouve scindé. Ils ne sont plus uniquement considérés comme des œuvres bénéfiques (rappelez la fameuse phrase de Nehru qui les définit comme les "Temples modernes de l'Inde")² ; il existe aussi une opinion sociale croissante qui les visualise comme des catastrophes énormes pour les communautés et pour l'environnement³. Dans une perspective plus radicale, les dommages occasionnés aux populations déplacées à cause des retenues d'eau sont qualifiés de "véritables génocides planifiés"⁴. Cet espace de prises de position aboutit à un état de polarisation et d'antagonisme qui empêche tout dialogue. Les prises de position sont définies par les propres agents comme inconciliables. Les intérêts qui les soutiennent (c'est-à-dire l'espace de positions sous-jacent) sont également inconciliables.

Comme on peut l'apprécier sur le tableau suivant, l'espace international de positions et prises de position met en cause des agents et des situations très hétérogènes. C'est pour cela que nous disons que cet espace est hétérotopique⁵. Chaque barrage est l'enjeu qui articule un ensemble spécifique de champs sociaux. Mais la somme de tous les barrages du monde ne génère pas la somme de tous les champs sociaux qui leur sont liés. Reste que le fait qu'un ensemble d'agents s'assume en tant que représentants mondiaux de la controverse à propos des grands barrages implique la formation d'un champ qualitativement différent de la réalité hétérotopique mondiale. Cet ensemble d'agents fait partie d'une série d'organismes et d'événements internationaux à partir desquels se construit un socle commun, c'est-à-dire un espace de capitaux internationaux symboliques.

L'ESPACE DE PRISES DE POSITION INTERNATIONALE : UN CHAMP POLARISÉ

"Ceux qui font la promotion et soutiennent les projets de barrages continuent à mettre en avant des bénéfices qui n'ont pas été considérés ou qui sont sous-estimés ; ceux qui luttent contre les barrages continuent à signaler les dommages occasionnés aux communautés et à l'environnement, comme quelque chose d'inacceptable. Et fréquemment le débat n'aboutit à rien

¹ Roy, 1999, p.27

² Nehru, in : Sharma (éd.), 1989

³ Roy, 1999, p.35 et www.narmada.org

⁴ Foucault, 1984.

⁵ WCD, 1999, p.7

Prises de position hétérotopiques

	Pour	Contre
<i>Etats</i>	<p>1) Les grands barrages sont des instruments stratégiques utilisés par les nations pour contrôler et générer des richesses sur leur territoire. Ces infrastructures sont conçues pour irriguer, produire de l'énergie électrique, contrôler les inondations, créer des voies navigables, assurer le développement industriel d'une région ou doter d'eau potable la population d'une ville.</p> <p>Entre 1930 et 1980, les Etats-Unis ont développé leur patrimoine hydraulique (notamment dans la vallée du Mississippi et dans l'Ouest). Cette base leur a permis de développer leur agriculture, leur urbanisation et l'industrialisation à grande échelle. L'Europe et l'ex-Union Soviétique elles aussi ont développé l'"harmonisation hydraulique" de leur territoire durant les mêmes décennies. Actuellement, ce sont les pays en voie de développement qui investissent dans la construction de leur patrimoine hydraulique. En particulier la Chine, l'Inde et la Turquie (trois nations qui se retrouvent face à de forts taux de croissance démographique et économique) ont fait le pari de construire les barrages les plus grands du monde pour acquérir leur indépendance énergétique, leur autonomie alimentaire et avoir un support pour leur développement industriel et urbain.</p>	<p>1) Un barrage peut avoir des coûts géopolitiques pour les pays se situant en aval. Ces coûts impliquent une réduction du potentiel de développement de la nation affectée. La réaction des Etats affectés par un barrage d'une autre nation peut être : a) une table de négociations diplomatiques pour la gestion d'une rivière commune, comme ce fut le cas de l'accord en 1992 entre l'Egypte, l'Ethiopie, le Soudan et d'autres états traversés par le Nil ; b) un conflit armé, comme le bombardement par l'aviation israélienne du barrage construit par la Jordanie sur le fleuve Yarmouk, en 1967."</p> <p>2) Selon l'hypothèse de Robert Steuckers, pourraient s'aligner contre les grands barrages les intérêts géopolitiques de Washington, parce qu'il convient aux Etats-Unis d'éviter que d'autres pays développent leur autonomie alimentaire et énergétique pour qu'ils restent ainsi dans une dépendance structurelle, surtout s'agissant de nations ayant le potentiel et le désir de devenir de nouvelles puissances (la Chine, l'Inde, la Turquie, le Pakistan, le Sud-Est asiatique, entre autres)⁶</p>
<i>Banque</i>	<p>2) La Banque Mondiale est, depuis 1948, la plus importante source de financement international pour les grands barrages.⁷ Cependant, cette institution a progressivement diminué sa participation financière dans ces infrastructures : entre 1970 et 1985, elle a aidé, chaque année, 26 projets ; par contre, entre 1985 et 1990, elle a appuyé seulement 4 projets par an."</p> <p>3) Le schéma innovateur du financement du barrage des Trois Gorges implique, en plus de la Banque Nationale chinoise, deux banques françaises (Banque Nationale de Paris et Société Générale), une banque allemande (Dresdner), une banque canadienne une de Hong Kong et une banque japonaise/⁸</p>	<p>3) Après les pressions de la part des associations environnementales nord-américaines et une audience de l'ONG indienne Narmada Bachao Andolan devant le Congrès nord-américain, la Banque Mondiale a décidé de supprimer le crédit qu'elle avait alloué au projet Sardar Sarovar (en Inde). La Banque du Japon s'est aussi retirée, devant l'inviabilité politique du projet de barrage in-</p> <p>4) La Banque Mondiale a refusé de financer le barrage des Trois Gorges réalisé par la République Populaire Chinoise. La Exlm Bank a répondu négativement à la demande d'être le garant financier des entreprises nord-américaines qui s'impliquent dans cette œuvre. Cela signifie que ces dernières ne participeront pas initialement à l'appel d'offre lancé par l'Etat Chinois, laissant ainsi le champ libre aux entreprises européennes/⁹</p>

⁶ Cans, 2001.

⁷ Steuckers, 2000.

⁸ Il faut cependant préciser que 90% de l'investissement dans les grands barrages provient de l'argent public (impôts) prélevé par les Etats.

⁹ World Bank, Statistics, 2000.

¹⁰ Sanjuan et Béreau, 2001.

¹¹ Racine, 2001.

¹² Sanjuan et Béreau, 2001.

<i>Compagnies</i>	4) Le marché énergétique en général et hydraulique en particulier est en expansion. Les possibilités pour les compagnies multinationales en ce qui concerne la construction, la conduite, l'administration du service, sont très attractives dans les pays qui ouvrent ce secteur. Une étude réalisée par Electricité de France soutient que les pays en voie de développement ont mis en valeur seulement les 20% de leur potentiel hydraulique. On voit apparaître ainsi un vaste champ d'investissement à se disputer par les compagnies multinationales.	5) Le géographe Yves Lacoste fait sienne l'hypothèse que les intérêts économiques des compagnies nord-américaines pétrolières et gazières pourraient aller à rencontre des grands barrages. ¹³ Selon l'accusation lancée par l'État Turc, pourraient aussi aller à rencontre de la création de nouveaux barrages les intérêts des producteurs d'énergie nucléaire. ¹⁴ Il pourrait convenir à toutes ces compagnies que ne se développent pas de nouvelles sources hydro-électriques de grande envergure, pour ainsi garder le marché énergétique libre de toute concurrence. ^
<i>Associations</i>	5) Les trois associations internationales socio-professionnelles les plus importantes, promotrices des grands barrages, sont : la Commission Internationale des Grands Barrages (ICOLD), l'Association Internationale d'Hydro-Electricité (IHA) et la Commission Internationale d'Irrigation et de Drainage (ICID). 6) Dans ce cas, il ne s'agit pas à proprement parler d'ONG mais plutôt d'activistes et de politiques qui représentent la "demande sociale" d'eau potable et d'électrification. Des leaders sociaux, des députés qui soutiennent l'accès d'une population rurale et urbaine marginalisée aux services d'eau et d'électricité.	6) Les ONG environnementales nord-américaines et européennes considèrent que les grands barrages sont des disruptions qui détruisent les écosystèmes habitant dans les rivières. Ces associations civiles font leur apparition dans les sociétés qui ont déjà complété leur patrimoine hydraulique. Dans le cas des Etats-Unis, le taux de démantèlement de vieux barrages est plus élevé que celui de la construction de nouveaux.® 7) Les ONG qui défendent les populations affectées et les groupes vulnérables (indigènes, femmes, pauvres, paysans). Ces organisations effectuent un important travail de terrain et en même temps développent des stratégies à impact symbolique dans l'espace international. Elles s'érigent en interlocuteurs valides de la Banque Mondiale, du Congrès des Etats-Unis, des forums mondiaux.
<i>Populations</i>	7) Les populations bénéficiaires habitent principalement les villes (aussi bien les élites urbaines que les marginaux dans les bidonvilles). Les patrons et les employés de l'agriculture capitaliste à grande échelle qui bénéficient des programmes d'irrigation. Ainsi que les promoteurs du développement industriel. En général on argumente que c'est la société nationale, et son modèle de développement, qui est bénéficiaire de ces infrastructures.	8) Les populations affectées directement sont celles qui habitent dans la zone inondable, ou indirectement sont celles qui développent leur activité économique de subsistance en aval. Il s'agit de communautés locales et régionales.

¹³ Lacoste, 2001

¹⁴ Imhonf et al., 2002

[^] "Il faut en effet tenir compte que le prix du kilowattheure produit par de grandes centrales hydroélectriques alimentées par les très grands barrages est en fait 20% à 25% moins élevé que celui des centrales qui brûlent du gaz ou du fuel". (Lacoste, 15)

¹⁶ WCD, 2000.

Coalition promotrice et constructrice de barrages

Cette action sociale implique une coalition de capitaux majeurs (économiques, culturels et sociaux) : la structure comme le volume des capitaux nécessaires à promouvoir, concevoir, construire et mettre en œuvre des grands barrages sont nécessairement énormes. Ils impliquent l'alliance de fonctionnaires de l'Etat au niveau le plus haut, de présidents d'entreprises nationales ou multinationales, de scientifiques, d'ingénieurs, de technologues du plus haut niveau, ainsi que de dirigeants de banques internationales. Les populations bénéficiaires (c'est-à-dire la "demande sociale" à partir de laquelle sont construites ces infrastructures) sont composées : des groupes de pression capitalistes nationaux (agriculteurs, industriels, financiers) et les grandes populations majoritairement urbaines.

Ces coalitions d'agents dominants mettent en œuvre une stratégie offensive avec une vision à long terme : trans-régionale et trans-générationnelle. Leurs justifications reposent sur des discours nationalistes et de développement : leur perspective s'exprime en chiffres à l'échelle nationale. Chaque grand barrage est une opportunité de faire des affaires, un investissement de capital qui générera des profits de grande amplitude (économiques et politiques). Il implique de plus une modification des possibilités structurelles de développement économique pour un territoire déterminé.

Il existe, au sein de ces coalitions, des divisions et des différences. Communément, il y a plus d'un groupe politique qui encourage les infrastructures (ce sont parfois des membres de partis politiques concurrents). Il arrive aussi que diverses entreprises soient en compétition pour gagner le contrat. Il peut exister des controverses parmi les techniciens sur le site idéal de construction du barrage. Cependant, ces différences ne sont que des variations à l'intérieur d'une même zone de l'espace social. Ce sont des agents dont les positions analogues les font concourir pour le même type de capital. Ce sont des rivaux mais pas des ennemis.

Coalition en lutte contre les grands barrages

Cette action sociale agglutine des capitaux sociaux et culturels à l'échelle communautaire. Il s'agit de stratégies sociales défensives devant une menace de perte totale (habitation, moyens de subsistance, cohésion sociale, traditions). Pour les populations affectées, qui peuvent aller de quelques milliers de ruraux jusqu'à un ou plusieurs millions d'habitants de zones urbaines et rurales, les grands barrages sont générateurs de souffrance psychologique, morale et physique. Le discours de ces populations va de l'incertitude jusqu'à la tragédie communautaire.

A un second niveau, ces situations de menace de dévastation sociale et de destruction des écosystèmes et du milieu ambiant en général attirent l'attention d'agents dont les intérêts sont d'ordre culturel et social. Les membres des ONG nationales et internationales trouvent là une cause où investir leurs vies. Ces leaders, qui revendiquent d'être les représentants des populations affectées et de l'environnement menacé ou du patrimoine archéologique en danger, mettent en route des stratégies de lutte symbolique destinées à sensibiliser l'opinion publique nationale et internationale. Il s'agit de protéger ce qui est menacé, de sauver ce qui est détruit, de faire que les victimes soient dédommagées.

Dans cette zone de l'espace social, qui s'oppose radicalement à la zone des coalitions de promoteurs et de constructeurs des grands barrages, les agents sont habituellement des intellectuels et/ou des leaders charismatiques qui disposent de capitaux culturels indispensables pour agir dans les mass médias, dans les forums internationaux, dans les congrès nationaux, etc. Leur force réside dans l'autorité engendrée par : a) la congruence morale : ce sont souvent des personnes qui risquent leur vie pour défendre les autres plus vulnérables ; b) la capacité à générer une information critique qui révèle les calculs erronés ou les promesses irréalisables des promoteurs des grands barrages. Les sources de légitimation de ces coalitions d'agents défenseurs proviennent de l'échelle locale

communautaire et de l'échelle internationale (droits de l'homme, paradigme du développement durable, de l'égalité entre les genres et les groupes ethniques, etc.). Dans de nombreux cas, ces mouvements ne reprennent pas comme source de légitimité les discours nationalistes car ce sont les promoteurs des grands barrages qui les utilisent.

En plus des populations affectées qui protestent et s'organisent, et en plus des membres des ONG qui les représentent, surgit un agent de troisième niveau : se sont les réseaux d'ONG dont l'existence ne dépend plus de la lutte contre un barrage en particulier, mais contre tous les grands barrages du monde. Ces organisations professionnalisées amassent un capital culturel et social considérable en regroupant des centaines de mouvements locaux et d'ONG de diverses portées.

WORLD COMMISSION ON DAMS : UN ESPACE RESTREINT DE REPRESENTATION

"La monopolisation de l'universel est le résultat d'un travail d'universalisation qui s'accomplit notamment au sein même du champ bureaucratique. Comme le montre, par exemple, l'analyse du fonctionnement de cette institution étrange qu'on appelle commission — ensemble de personnes qui sont investies d'une mission d'intérêt général et invitées à transcender leurs intérêts particuliers pour produire des propositions universelles — les personnages officiels doivent sans cesse travailler, sinon à sacrifier leur point de vue particulier (au point de vue de la société), du moins à constituer leur point de vue en point de vue légitime, c'est-à-dire universel, notamment par le recours à une rhétorique de l'officiel". Pierre Bourdieu¹⁷.

Tout au long de la décennie des années 1990, le mouvement mondial contre les grands barrages a entraîné une forte polarisation d'opinions et a fait que plusieurs projets se retrouvent dans une impasse. Comme conséquence des campagnes anti-barrages

menées par des ONG, la Banque Mondiale supprima ses crédits aux projets Sardar Sarovar (Inde) et Arun III (Népal), et adopta une attitude prudente vis-à-vis de nouveaux projets. Les fonctionnaires de niveau opérationnel de la Banque Mondiale souhaitaient revenir au financement de grands barrages ; cependant le conseil de direction de cette institution était divisé à ce sujet. L'industrie constructrice des grands barrages et l'industrie productrice de pièces et équipements souhaitaient sortir de l'impasse le plus vite possible. Quelques Etats nationaux voulaient aussi que se termine l'étape d'incertitude internationale¹⁸. Les organisations écologistes et les mouvements de défense des populations affectées se trouvaient, pour leur part, au point le plus haut d'une série de campagnes internationales anti-barrages¹⁹.

Comme étape initiale pour sortir de cet enlèvement, la Banque Mondiale, en coordination avec l'Union Internationale de Conservation de la Nature (IUCN), convoqua les différentes parties impliquées dans cette controverse à un atelier-consultation, dans la ville de Gland, en Suisse. Cet atelier se tint durant le mois d'avril 1997, et y assistèrent une cinquantaine de représentants de l'industrie de la construction, de l'industrie des pièces et équipements pour les grands barrages, des ONG écologistes et des droits de l'homme. Y assistèrent aussi des représentants de la International Commission on Large Dams (ICOLD) et du gouvernement chinois. Il fut décidé de manière unanime, lors de cette réunion, de créer une Commission indépendante qui réaliserait un diagnostic des grands barrages et proposerait une série de grandes lignes permettant de dégager la situation de blocage à laquelle on était arrivé.

La sélection des membres de cette commission fut le fruit d'un long processus de négociations entre toutes les parties concernées. Les deux parties prenantes du conflit étaient d'accord sur le fait que les membres de cette commission devaient représenter les différents intérêts et points de vue impliqués dans

¹⁸ Iyer, 2001

¹⁹ Imhonet al., 2002

¹⁷ Bourdieu, 1994, p. 131-132

cette controverse internationale. Le processus de sélection fut très méticuleux afin de garantir que chacune des parties se sente représentée de manière adéquate au sein de cette commission, car l'enjeu était considérable : le premier jugement global et la proposition de lignes universelles pour réguler la construction future de grands barrages. Aucune des parties n'aurait accepté d'être sous-représentée ou de se trouver dans une situation défavorable dans cet espace restreint de lutte symbolique que serait la WCD, World Commission on Dams.

Les membres de cette commission sont représentatifs de l'espace mondial de prises de position au sujet des grands barrages. Ils ne représentent pas leur pays, ni même les institutions auxquelles ils appartiennent, mais chacun d'eux représente la prise de position dont il est le défenseur dans l'arène internationale. De plus, tous incarnent un habitus spécifique de l'espace de prises de position international : langue anglaise (c'est la langue maternelle de 10 des 12 membres), connaissance des normes internationales et des formes de sociabilité dans les forums mondiaux[^].

Comment peut-il être vraisemblable qu'une douzaine de personnes représentent un fait social si ample ? Cela est dû à ce que chacune d'elles fut sélectionnée par un ensemble d'agents dominants de ce champ social pour incarner les capitaux symboliques efficaces qui le gouvernent. C'est-à-dire que chaque membre commissionné est la personnification d'un type d'autorité sociale reconnu dans cette controverse morale. C'est le volume de capital spécifique concentré par chacun d'eux (en plus d'être passé par un processus de sélection entre pairs) qui lui confère une légitimité incontestable.

Dans un vaste espace social, la distance sociale entre ces douze personnalités est définitive et leurs différences de prises de position sont inconciliables. Cependant, dans

Une critique intéressante faite par les ONG sur l'énorme travail de consultation effectué par la WCD fut qu'il n'y avait pas de stratégie pour consulter des groupes ou des individus qui ne parlaient pas anglais. (Imhof et al, 2002)

l'espace social restreint (WCD) leurs capitaux hétérogènes se rejoignent et donnent naissance à un capital symbolique qualitativement distinct, comme le montre l'analyse suivante.

Du fait de leur profil et de la fonction distinctive qu'ils occupent au sein de la Commission, nous avons dû considérer le Président, Prof. Kader Asmal (KA) et le Vice-Président, M. Laksmi Chand Jain (LJ), comme deux agents coordinateurs conciliateurs.

M. Achim Steiner, le membre commissionné ex-officio, c'est-à-dire celui qui fut nommé par les institutions convoquantes (IUCN) pour remplir la fonction de coordinateur du secrétariat technique, reste en dehors de notre analyse du fait qu'il ne fut pas nommé pour représenter l'une ou l'autre partie en désaccord. Sa nomination fut explicite et exclusivement technique.

Les promoteurs de grands barrages sont : M. Donald J. Blackmore (DB), M. José Goldemberg (JG), M. Göran Lindahl (GL) et M. Jan Veltrop (JV). Les défenseurs des populations affectées et des écosystèmes menacés sont : Mme Judy Henderson (JH), Mme Deborah Moore (DM), Mme Josi Cariño (JC), Mme Medha Patkar (MP) et M. Thayer Scudder (TS)

L'espace positionnel des membres de la World Commission on Dams.

	A) Coordinateurs Conciliateurs		Somme A	B) Promoteurs des grands barrages				Somme B	C) Défenseurs de populations affectées et écosystèmes					Somme C	Total
	KA	LJ		DB	JG	GL	JV		JH	DM	JC	MP	TS		
Capitaux internationaux	6	1	7	1	4	4	1	10	3	3	3	2	0	11	28
Membre directif d'organisme international	1		1	1	3	3		7						0	8
Membre directif d'association internationale	1		1			1	1	2	2	2	2			6	9
Campagne activisme internationale	1		1					0	1	1	1	1		4	5
Prix international	3	1	4		1			1				1		1	6
Capitaux d'Etats nationaux	3	4	7	2	4	0	1	7	2	0	0	1	0	3	17
Ministère national	2		2		2			2						0	4
Direction d'organisme gouvernemental	1	3	4	1	1			2						0	6
Direction d'association nationale		1	1	1	1		1	3	2			1		3	7
Capitaux secteur privé	0	1	1	2	0	2	2	6	0	0	0	0	0	0	7
PDG ou membre direction		1	1	1		1	1	3						0	4
Chef exécutif : travail directe en chantier			0	1		1	1	3						0	3
Capitaux Activisme social	0	2	2	0	0	0	0	0	2	2	3	2	1	10	12
Direction d'association civile (ONG)		1	1					0	1	1	1	1		4	5
Assistance sociale et soutien		1	1					0	1	1	1		1	4	5
Engagement de terrain, organisationnelle (mouvement social)			0					0			1	1		2	2
Capitaux académiques	2	0	2	1	4	0	3	8	0	1	0	0	4	5	15
Professeur-chercheur	1		1	1	1		1	3		1			1	2	6
Direction universitaire	1		1		1		1	2						0	3
Prix scientifique			0		2		1	3					3	3	6
TOTAL	11	8	19	6	12	6	7	31	7	6	6	5	5	29	79

Dans cet exercice analytique, nous partons de l'idée que chaque agent n'est pas représentable à travers un point de l'espace positionnel, mais au moyen d'une aire définie par différentes positions occupées dans le présent et dans le passé¹. Chaque case du tableau des capitaux symboliques contient un nombre qui représente la quantité de positions sociales et de distinctions que chaque individu annonce dans son CV. Chaque unité, par conséquent, représente une position dominante dans chacun des cinq champs sociaux qui convergent dans cet es-

pace positionnel restreint. Il existe un certain degré d'arbitraire dans le fait de désigner avec une même unité de valeur des positions aussi différentes que : avoir été Ministre de l'Education ou avoir reçu une distinction pour avoir contribué au développement de l'ingénierie hydraulique ; être PDG d'une entreprise multinationale ou être leader d'un mouvement de populations affectées ; être un expert participant à un panel international ou être président d'une ONG écologiste. Chacune de ces positions, à l'intérieur de champs sociaux distincts, est représentée par une unité. Cette décision, malgré son degré d'arbitraire, n'est pas si erronée car le fait que tous les membres commissionnés aient le même droit à la parole et au vote signifie

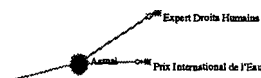
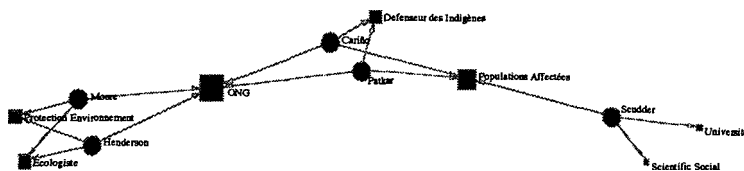
¹ Dans cette conception nous avons repris l'idée germinale de Luc Boltanski sur la multipositionnalité. (Boltanski, 1973)

qu'ils font partie d'un schéma de représentation qui fixe un taux d'équivalence entre les capitaux totaux de chacun d'eux.

Même si la construction sociale de cet aspect social restreint que fut la WCD établit un droit d'entrée qui institue le taux d'équivalence entre les différents capitaux symboliques des membres commissionnés, cela ne signifie pas pour autant que nous pouvons mesurer avec exactitude ces capitaux symboliques équivalents. Notre idée de concevoir chaque position distincte dans les champs pertinents comme un quantum pouvant s'additionner à d'autres et nous donnant un chiffre cumulatif (aussi bien pour chaque individu que pour les coalitions d'agents, et

même un volume total de capitaux hétérogènes accumulés) doit être considérée seulement comme un exercice de pondération qualitative. Cette analyse nous révèle un axe où se situent de manière inversement proportionnelle les capitaux symboliques des entreprises et ceux de l'activisme social. Un autre axe tend à opposer les capitaux culturels (scientifiques) des ingénieurs civils et hydrauliques aux capitaux culturels des scientifiques sociaux. Il peut y avoir dans les deux pôles une accumulation de capital spécifique notable (reconnaissance entre semblables) et cependant cela n'unifie pas leurs prises de position, mais tend plutôt à les éloigner. L'analyse de réseaux appuie cette hypothèse.

Analyse de réseaux



ECONOMIE SYMBOLIQUE ET PRISE DE POSITION UNIVERSELLE-IDEALE

"Nous avons écouté les points de vue des uns et des autres avec un véritable esprit d'ouverture et le désir de trouver un terrain d'entente commun. . Ce document consensuel est le résultat de notre travail, cependant il serait faux d'affirmer que nous avons réussi à unifier notre pensée. Les différences individuelles persistent. Malgré tout, nous sommes tous d'accord sur les principes fondamentaux et les valeurs qui étaient ce rapport et les lignes directrices que nous proposons pour le futur". Les membres de la World Commission on Dams²².

Finalement, après deux ans de travail ardu qui inclut un Forum Consultatif (composé de 68 représentants), quatre Consultations Régionales (auxquelles participèrent 1400 personnes concernées par le débat), huit études de cas, 17 révisions thématiques et une analyse statistique de 125 grands barrages, les membres de la commission firent une analyse et arrivèrent à un accord sur les critères et les grandes lignes concernant les futurs barrages. Le rapport "Dams and Development : A new framework for decision-making" fut présenté au monde le 16 novembre 2000, à Londres, devant l'invité d'honneur Nelson Mandela²³.

Selon le calcul de la WCD, il existe actuellement plus de 45 000 grands barrages dans le monde. La construction a atteint son apogée dans les années 1970. Depuis lors, la construction de ces œuvres hydrauliques a diminué de 60%.

22 WCD, Commissioners foreword, 2000, p. viii

23 Assistèrent à cette cérémonie en tant qu'invités d'honneur : le Prince William de Hollande, James Wolfensohn, Président de la Banque Mondiale, entre autres.

La Commission Mondiale des Barrages reprend la définition formulée par la Commission Internationale des Grands Barrages (ICOLD) : un grand barrage a une hauteur minimum de 15 mètres (à partir des fondations). Les barrages de 15 mètres de hauteur avec une retenue de plus de trois millions de mètres cubes sont aussi classés comme grands barrages.

"Nous nous sommes rendus compte que l'essor sans précédent de la construction des grands barrages tout au long du XXe siècle a été clairement bénéfique pour de nombreuses populations (leur apportant irrigation, eau potable, matière première pour le développement industriel, électricité et contrôle des inondations). Cependant, cette contribution positive des grands barrages au développement a été marquée en de nombreuses occasions par des impacts sociaux et environnementaux significatifs ; ce qui, du point de vue des valeurs actuelles, est inacceptable"²⁵.

La révision globale a démontré que les grands barrages ont généré moins d'électricité, irrigué moins de parcelles et procuré moins d'eau potable que ce que leurs promoteurs avaient annoncé. Par rapport à l'évaluation globale de la WCD, les bénéfices réels des barrages étaient inférieurs aux attentes initiales.

La WCD s'est rendue compte que les impacts sociaux n'avaient pas été valorisés ni pris en compte de manière adéquate.

- Entre 40 et 80 millions de personnes dans le monde entier ont été déplacés à cause des grands barrages^{**}.
- Des millions de personnes qui vivent en aval des grands barrages ont vu leurs moyens de subsistance sérieusement endommagés et leurs ressources mises en péril pour l'avenir.
- Beaucoup des personnes déplacées ne furent pas reconnues (ou enregistrées) comme telles et de ce fait n'ont pas été relogées ou indemnisées.
- A ceux qui ont été réinstallés, les moyens de subsistance ne leur furent que rarement restitués car les programmes de réinstallation étaient centrés sur le déplacement physique et non pas sur le développement économique et social des populations affectées.

²⁵ WCD, 2000, p. ix.

26 Comme nous l'avons signalé, la WCD effectue des estimations qualitatives qui peuvent avoir une fourchette très étendue comme le montre ce chiffre : "entre 40 et 80 millions". Ceci a été très durement critiqué par quelques spécialistes en la matière.

*"En résumé, la Base de Connaissances a démontré un manque d'engagement général, ou un manque de capacité, pour faire face au déplacement de population"*²⁷.

- Additionnellement, les grands barrages ont engendré des effets adverses dans le patrimoine culturel du fait de la perte des ressources culturelles des communautés locales et de la submersion et la dégradation de monuments archéologiques et de cimetières.

Le rapport de la WCD a constaté que les impacts sociaux les plus importants sont concentrés sur les populations indigènes, les tribus, les femmes, les pauvres et autres groupes vulnérables. On estime aussi que les générations futures souffriront des impacts sociaux et environnementaux occasionnés par les grands barrages sans que cela signifie qu'elles participeront aux bénéfices générés.

Construire une nouvelle éthique pour les décisions futures

*"La pratique traditionnelle consiste à restreindre la définition du risque au risque que courent les promoteurs ou l'investisseur en termes de capital investi et de prévision de bénéfices. Ces groupes qui courent un risque de manière volontaire ont la capacité de définir le degré et le type de risque qu'ils désirent courir, et d'en établir explicitement les limites et l'acceptabilité. Par contre, comme l'a montré la Révision Globale, il arrive très souvent qu'un groupe beaucoup plus important doive faire face à des risques imposés sans son consentement et manœuvrés par d'autres. Normalement, ces groupes qui courent des risques de manière involontaire participent peu ou pas du tout aux politiques globales relatives à l'eau et l'énergie dans le choix de projets spécifiques ou dans l'élaboration ou l'exécution des dits-projets. Mais les risques auxquels ils sont confrontés affectent directement leur bien-être personnel, leurs moyens de subsistance, leur qualité de vie, et même leur monde spirituel et leur propre survie"*²⁸.

²⁷ CMR, 2000, p. 12

²⁸ CMR, 2000, p. 17-18

Ce paragraphe contient le changement de perspective éthico-sociale opéré par la WCD : substituer à une optique où prédominent les droits et le calcul des risques des promoteurs du barrage, une autre où seraient pris en compte les droits de toutes les personnes impliquées et où le calcul des risques et des coûts prendrait en considération les impacts subis par les populations les plus vulnérables.

Les membres de la commission ont déclaré que leur intention était de déplacer le centre de gravité du débat sur les grands barrages pour le focaliser sur l'évaluation des options et la prise de décisions participative²⁹. Cela signifie que, au lieu de prendre parti en faveur ou contre les grands barrages, le pari des membres fut de proposer une réforme de la prise de décisions pour la rendre plus transparente et participative. Il s'agissait de créer de nouvelles formes de représentation qui régulent et établissent les décisions concernant les grands barrages. Il s'agissait de créer une base éthique qui tienne compte de la légitimité de l'accord initial entre les personnes impliquées (promoteurs et affectés).

LA RECEPTION SOCIALE DIFFERENTIELLE DU RAPPORT DE LA WCD

Quelles ont été les réponses des secteurs impliqués dans la controverse à cette proposition ? L'attente de la Commission était que les acteurs impliqués dans le débat laissent de côté leurs perspectives partiales³⁰ et arrivent à un accord éthique commun qui s'incorpore à leurs formes de penser et d'agir, ainsi qu'aux législations nationales et aux règlements des organismes financiers internationaux.

Le travail symbolique des membres de la commission a réussi à édifier un socle commun. Si cela était suffisant, sa diffusion générerait une "prise de conscience" transformatrice de tous les champs. Cependant,

²⁹ Ibid., p. 26

³⁰ Ibid., p.25

malgré la bonne volonté, l'esprit d'ouverture et l'honnêteté intellectuelle démontrés par les membres, le système d'écart différentiels qui définit les différentes positions dans l'espace social¹ continua à exercer son influence sur l'espace des prises de position. Cela a généré une réception sociale différente du rapport de la WCD.

La coalition des promoteurs et des constructeurs des grands barrages

Un spécialiste hydraulique indien a démontré les évidences de la stratégie de coordination entre les gouvernements Chinois et Indien et les associations comme l'ICOLD et l'IHA pour faire pression sur les organismes internationaux afin de les empêcher d'accepter les résultats et les propositions du rapport de la WCD. Ramaswamy Iyer, qui a été impliqué dans le processus de génération d'informations pour la WCD, décrit cette campagne de la manière suivante : *"Les motivations peuvent être totalement honorables. Il est possible que toutes ces personnes intéressées à construire des barrages (gouvernements et organisations internationales en rapport avec la construction de ces barrages) soient convaincues que le monde a besoin de plus de barrages, que le développement généré par ces derniers est un bienfait pour l'humanité, et que le rapport de la WCD se met en travers de cette noble entreprise. A cause de cela, ils pensent qu'il convient d'éliminer ce danger. Mais il est évident que nous ne sommes plus dans le règne du discours civil et diplomatique, mais dans la guerre. Cela explique la férocité des attaques contre la WCD (conçue comme un ennemi) et des tentatives de dénigrement de toutes les personnes en relation avec celle-ci, par tous les moyens possibles"*³².

Cette description est un bon exemple de la conceptualisation pratique qu'un agent peut avoir de l'espace de positions et de prises de position dans lequel il se trouve immergé. Il est évident qu'il le perçoit comme un champ de lutte (où les bandes adverses peuvent s'aff-

fronter diplomatiquement ou à travers la "guerre").

En effet, les trois organismes socio-professionnels promoteurs des grands barrages dans le monde — la Commission Internationale des Grands Barrages (ICOLD), l'Association Internationale d'Hydroélectricité (IHA) et la Commission Internationale d'Irrigation et de Drainage (ICID) — ont rejeté le rapport de la WCD. Dans une lettre ouverte, ils réitérent leur prise de position en faveur de la construction de nouveaux barrages :

*"On espère que dans les 25 prochaines années la production d'aliments et d'énergie électrique se duplique pour pouvoir satisfaire la croissance rapide de la population. En l'an 2050, trois millions de personnes de plus auront besoin d'être fournis en eau et électricité. Le développement du potentiel hydraulique de la planète, amplement disponible dans les pays en voie de développement — où bien sûr il est plus nécessaire — peut jouer un rôle substantiel dans l'amélioration de la qualité de vie. De plus il apporte avec lui des bénéfices écologiques en évitant l'utilisation de combustibles fossiles et en réduisant en même temps l'émission de gaz à effet de serre... N'importe quelle autre optique pourrait apporter des restrictions inutiles à un si nécessaire développement substantiel des ressources hydrauliques et, ainsi, aggraverait la menaçante crise mondiale de l'eau"*³³.

Un an après la publication du Rapport Barrages et Développement, la Banque Mondiale fournit une explication détaillée de ses points de divergence avec ce Rapport. On peut y lire que la politique de la Banque Mondiale est basée sur le principe d'encouragement de la participation éclairée des personnes affectées lors des phases d'élaboration et d'implantation des projets ; mais en aucune manière elle n'implique la négociation des plans de réduction des dommages occasionnés et de développement. Dans cette perspective, les personnes affectées bénéficient d'une assistance qui leur permet

³¹ Bourdieu, 1994, p.22

³² Iyer, 2001, p.5

³³ ICOLD, 2000 in : www.dams.org

de récupérer leur qualité de vie ; mais il reste clair que c'est l'Etat qui a le droit d'exercer son autorité pour donner une impulsion à l'intérêt public général dans chaque circonstance.

*"La Banque Mondiale souligne que, aussi bien dans les pays développés que dans les pays en voie de développement, l'Etat a le droit de prendre des décisions en fonction des intérêts majeurs de la communauté nationale comme un tout, et de déterminer l'usage des ressources naturelles en accord avec les priorités nationales"*³⁴.

Dans une entrevue, le spécialiste de la Banque Mondiale en affaires hydrauliques, John Briscoe, a répondu clairement que son institution n'adopterait pas les directives de la WCD. *"La majorité de nos Etats débiteurs sont d'avis que ces directives ne sont pas à mettre en oeuvre, et même le propre coordinateur de la Commission, Asmal, dit qu'elles ne sont pas obligatoires. Nous les utiliserons comme des références mais non comme un ensemble de conditions à remplir"*. Briscoe fait remarquer, de plus, que la Banque Mondiale est une institution gouvernée par ses actionnaires et environ 182 Etats débiteurs. *"Chaque Etat-débiteur que nous avons consulté dit que de telles directives ne sont pas réalistes"*³⁵.

Parallèlement, et en dehors du système de crédit de la Banque Mondiale, les gouvernements chinois, indien et turc déclarèrent catégoriquement qu'ils ne respecteraient pas les grandes lignes proposées par la WCD.

La coalition en lutte contre les grands barrages

A peu près une centaine d'organisations non gouvernementales de 30 pays écrivirent une lettre au Président de la Banque Mondiale, James Wolfensohn, pour lui exprimer leur déception devant la position officielle de cette institution concernant le Rapport Barrage et Développement. Dans cette lettre, la Banque Mondiale est critiquée pour s'être

alignée avec les intérêts du groupe promoteur des grands barrages et ne représenter qu'un seul point de vue au sein du débat.

Un des principaux leaders d'opinion du secteur des ONG, Patrick Me Cully, directeur de l'IRN, affirme que la réponse de la Banque Mondiale influencerait de manière décisive les autres organisations internationales impliquées dans les projets des grands barrages. *"La Banque Mondiale continue à être un référent international et ses politiques sont considérées comme le standard mondial par tous les agents impliqués dans la construction de barrages. Si la Banque Mondiale intègre les recommandations de la WCD dans ses propres politiques, celles-ci seront adoptées par les autres organisations internationales. Dans le cas contraire, les propositions de la WCD rencontreront une grande résistance parmi les acteurs impliqués"*³⁶.

Une activiste de l'ONG suisse "Déclaration de Berne", Christine Eberlein, a déclaré à ce sujet : *"Si la Banque Mondiale ne met pas en place les recommandations édictées de manière consensuelle par la WCD, alors nous, les ONG, ne ferons plus confiance dans l'avenir à tout processus encouragé par la Banque qui prétend réunir toutes les parties concernées par la discussion et la participation"*³⁷.

L'accueil positif le plus important qu'ait reçu le rapport de la WCD a été l'appropriation que s'en sont faite les ONG internationales, surtout l'International Rivers Network qui a édité un manuel d'utilisation de ce rapport. Comment les leaders des populations affectées peuvent-ils avoir accès, à travers un langage clair et direct, aux découvertes et aux propositions de la WCD ? Et même comment peuvent-ils instaurer ce référent international comme instrument de lutte sociale pour défendre leurs droits devant les promoteurs d'un grand barrage ? Ces questions trouvent leur réponse dans le Citizens'

³⁴ World Bank, 2001, p.3
www.nadir.org

³⁶ Ibid.

³⁷ Ibid.

Guide to the World Commission on Dams, disponible librement sur [internet](#)^.

Patrick McCully, directeur de l'IRN et auteur du livre "Silenced Rivers", pense ceci : *"Le rapport de la Commission Mondiale des Barrages récupère beaucoup des critiques qui ont été faites aux grands barrages pendant de nombreuses années. Si ceux qui construisent et ceux qui financent les grands barrages prenaient en compte les recommandations de la Commission, alors ce serait le début de la fin de l'aire des barrages destructeurs. Si, dans le passé, on avait suivi les recommandations de la WCD, beaucoup de barrages n'auraient pas été construits"*⁹⁹.

Vers un nouveau monopole global de la violence légitime ?

La réception sociale différenciée du Rapport de la WCD peut être expliquée au moyen du modèle d'espace social que nous avons ébauché. Les positions objectives (intérêts et structure de capitaux) ne se sont pas modifiées du fait qu'il existe un nouveau référent éthique. Le clivage et les tensions entre les deux bandes continuent à opérer et à produire des prises de position antagoniques bien que les membres de la commission aient créé une proposition normative idéale et conciliatrice. La nouvelle prise de position (générée à l'intérieur de l'espace social restreint de la WCD) est lue à partir des différentes perspectives du champ, et retraduite à partir de son système d'écarts.

Le champ absorbe ou réfracte différenciellement le sens de cette prise de position qui se prétend universelle et conciliatrice. Il est intéressant de constater que c'est la zone de l'espace dont les capitaux sont de caractère culturel et moral qui s'est approprié ce référent éthique et le convertit en instrument de lutte. Au contraire, la zone de l'espace dont les énormes volumes de capital suivent le profit économique et politique tente de le disqualifier et se refuse à s'approprier ce

Rapport et les contraintes additionnelles que cela impliquerait.

Nous pouvons dire que la WCD a utilisé son travail et la reconnaissance dont jouit chacun de ses membres dans son propre milieu pour proposer une proto-normativité, une sorte d'étage éthique commun. Pourtant, bien que tout le monde reconnaisse que le rapport "Dams and Development" a été réalisé avec un haut degré de professionnalisme et d'éthique, personne n'apporte de réponse à quelques questions fondamentales : Quelle autorité va garantir que ces directives se convertiront en normes ? Quelle autorité internationale va veiller à ce que ces normes ne soient pas violées ? Quelle autorité internationale sera capable d'évaluer les Etats nationaux sans que ceux-ci posent le principe de souveraineté dans leurs décisions ? Quelle autorité pourrait punir l'action des constructeurs qui ne respectent pas les directives de la WCD ? S'il n'y a pas de moyen de coercition légitime qui garantisse le respect de ces lignes directrices, leur application résulte d'une décision éthique, facultative. Cependant, on ne doit pas sous-estimer le rapport de la WCD. En même temps qu'il a contribué à concevoir tous les barrages du monde comme objets de connaissance et d'action publique, il a préfiguré une autorité (cognitive, morale, pré-institutionnelle) à l'échelle globale. Nous devons voir ce rapport comme une étape dans le processus d'institutionnalisation d'un milieu de pouvoir cognitif et prescriptif dans le secteur hydraulique mondial.

BIBLIOGRAPHIE

- Boltanski, Luc. ; *"L'espace positionnel. Multiplicité des positions institutionnelles et habitus de classe"*, Revue Française de Sociologie, XIV, 1973, p. 3-26
- Bourdieu, Pierre. ; *Raisons pratiques*, Seuil, Paris, 1994
- Cans, Roger. ; *La ruée vers l'eau*. Paris, Gallimard, 2001.
- Comisión Mundial de Represas. ; *Represas y Desarrollo : un nuevo marco para la toma de decisiones*. Web site, [www. dams, org](http://www.dams.org) 2000
- Foucault, Michel. ; *"Des espaces autres"*, in : *Dits et écrits II*, Gallimard, Paris, 1994, p. 1571-1581
- Imhof, Aviva ; Wong, Susanne ; Bosshard, Peter. ; *Citizens' guide to the World Commission on Dams*. Berkeley, International Rivers Network, 2002.
- Iyer, Ramaswamy. ; *World Commission on Dams and India, analysis of a relationship*, in : [www. narmada. org](http://www.narmada.org), 2001
- Lacoste, Yves. ; *"Géopolitique de Veau"*, in : *Hérodote*, no. 102, 3e trimestre, Paris, 2001, p. 3-18.
- Racine, Jean Luc. ; *"Le débat sur la Narmada : l'Inde face au dilemme des grands barrages"*, in : *Hérodote*, no. 102, 3e trimestre, Paris, 2001, p. 73-86.
- Roy, Arundhati. ; *"Pour le bien commun"*, in : *Le coût de la vie*. Paris, Gallimard, 1999, p. 11-120.
- Sanjuan, Thierry ; Béreau, Rémi. ; *"Le barrage des Trois Gorges"*, in : *Hérodote*, no. 102, 3e trimestre, Paris, 2001, p. 19-56.
- Steuckers, Robert. ; *"Karl A. Wittfogel : sociétés orientales, sociétés hydrauliques et despotisme oriental"*. Synergies Européenes. Web site, [//utenti, lycos, it/ArchivEurasia/steuckers_wittfogel. html](http://utenti.lycos.it/ArchivEurasia/steuckers_wittfogel.html)
- Sunman, Hilary. ; *"Financing statistics, trends and policies of International Financial Institutions"*, in : *WCD. Thematic Review III. 2*, London, 1999.
- Topalov, Christian. ; *"Le champ réformateur : un modèle"*, in : *Laboratoires du nouveau siècle*, EHESS, Paris, 1999, p. 461-474
- World Bank. ; *"Statistics on the World Bank's Portfolio"*. Web site, [www. worldbank. org/html/extdr/pb/dams/factsheet. htm](http://www.worldbank.org/html/extdr/pb/dams/factsheet.htm) 2000.
- World Bank. ; *"Report of the World Commission on Dams : World Bank position"*. Web site, [www. worldbank. org](http://www.worldbank.org) 2001.
- World Commission on Dams; *Social Impact of Large Dams : Equity and Distributional Issues*, London, 1999
- World Commission on Dams. ; *Dams and Development. A new framework for decision-making*. London, Earthscan, 2000.